



## Investir

### "L'ATTRACTIVITÉ FRANÇAISE À L'HEURE DE LA CRISE"

La crise induit une décélération des flux d'investissement direct étranger dans le monde ; et, pourtant, la France semble avoir, en 2008, échappé quelque peu à ce constat. En présentant, le 13 mars dernier, le bilan 2008 des investissements étrangers en France, Christine Lagarde, ministre de l'Économie, a constaté que le nombre de projets d'investissement d'entreprises étrangères a augmenté (641 projets, soit + 2,7 %) ; selon l'Agence française des investissements internationaux (AFII), 31 932 emplois auraient, par ailleurs, été créés ou maintenus (soit une baisse de 7,5 % par rapport à 2007). Les États-Unis viennent, d'ailleurs, en tête en termes d'emplois créés par ces investissements étrangers ; ils sont suivis de l'Allemagne et de l'Italie. Il est également intéressant de noter que la répartition sectorielle des emplois créés montre une progression dans l'industrie. Enfin, l'on a observé une augmentation des extensions de sites de la part des investisseurs étrangers déjà installés (39 % des emplois créés ou maintenus) tandis que les reprises d'entreprises représentent 38 % de ces emplois. Alors que l'on fustige, parfois, les entreprises françaises qui délocalisent leurs implantations à l'étranger, ces chiffres laissent songeurs : la France reste dans le peloton de tête s'agissant des pays qui attirent le plus les investissements directs étrangers. Reste à savoir si cette tendance va se confirmer en 2009 ou si les investissements étrangers en France vont, à tout le moins, se maintenir alors que l'Insee escompte maintenant un recul de la croissance de - 2,9 % à la moitié de l'année.

Au delà de la crise, le défi de l'attractivité du territoire français est accentué par la concurrence des pays émergents. Comme le souligne le rapport que le Secrétaire d'État à la prospective a remis en ce début d'année (France 2025 - Diagnostic stratégique : 10 défis pour la France), *"dans les années à venir, la France pourrait, comme la plupart des pays de l'OCDE, éprouver de plus grandes difficultés pour attirer les capitaux. Comme le remarque le groupe « Europe-Mondialisation », les flux de capitaux devraient s'orienter davantage vers les pays émergents. Non seulement ces derniers offriront de meilleures perspectives qu'aujourd'hui en termes de rentabilité, mais ils auront également développé leur système financier et leur autonomie financière"*. À l'heure où les dispositions anti-crise se multiplient dans l'ensemble des pays européens, il va être important de ne pas donner de signaux contraires à l'attractivité de nos économies.



## S'informer

### LE COMMERCE MONDIAL RECU ET LA TERRE S'ARRONDIT DE NOUVEAU...

Le ton avait été donné par la Banque mondiale et le FMI en début d'année ; ce fut récemment au tour de l'OMC de confirmer que le commerce mondial en volume allait se contracter en 2009 ; une contraction d'une sévérité qui n'avait plus été enregistrée depuis la 2<sup>ème</sup> guerre mondiale...

Les projections de l'OMC font désormais état d'un recul des échanges mondiaux de près de 10 % sur l'année en cours... contre une progression annuelle moyenne proche de 6 % sur les dix dernières années.

Bien-sûr, cette configuration repose sur la contraction de la demande mondiale, elle-même liée au resserrement généralisé du crédit. Il ne se passe pas un jour sans que la presse ne se fasse écho du violent repli des ventes des principaux pays exportateurs : Chine, Allemagne, etc. Il faut dire que la crise est bel et bien globale et que la théorie du découplage qui, un temps, avait laissé espérer que les pays émergents allaient tirer la croissance et limiter le recul de l'activité mondiale, a rapidement fait long feu... Il faut dire aussi que la demande publique, qui s'est largement substituée à une demande privée défaillante, *via* les plans de relance (construction, infrastructures), favorise les entreprises « locales », et ne contribuera donc pas, à court terme, à générer des flux commerciaux.

Mais la profondeur et la durabilité de l'effondrement du commerce mondial seront surtout fonction de la montée ou non du protectionnisme. Certains signaux donnent à penser que des mesures à caractère protectionniste sont bel et bien mises en œuvre aujourd'hui, dans les pays émergents comme aux Etats-Unis ou en Europe d'ailleurs <sup>1</sup>. Si cette tendance se confirmait, nul doute que les échanges mondiaux en pâtiraient. Il faudrait alors revisiter l'assertion de Thomas L. Friedman sur « l'absence de rondeurs de la terre », assertion déjà mise à mal par l'envolée passée des prix du pétrole et du coût du transport.

Non, la terre n'est pas encore devenue plate...

<sup>1</sup> Brèves commentées de l'OMC, n° 41, janvier-février 2009, <http://www.etudes.ccip.fr/omc/index.html>